

## L'attitude du Canada

La réaction du gouvernement canadien aux analyses et aux recommandations du Secrétaire général a été positive. Lors de son discours à l'Assemblée générale en 1983, le ministre des Affaires extérieures de l'époque, M. Allan MacEachen, a loué les efforts de Perez de Cuellar visant à rendre plus efficace l'organisation. Un tel appui est tout à fait conséquent avec l'approche pratique qu'a adoptée le Canada face à l'ONU. Le Canada a annoncé son intention d'aider au renforcement de la capacité de cueillette d'information pour le bureau du Secrétaire général en offrant de partager régulièrement et systématiquement de l'information. Le Canada a aussi appuyé l'idée d'avoir davantage recours à l'autorité du Secrétaire général pour porter à l'attention du Conseil de sécurité les crises ou encore les situations de crises potentielles. Le Canada a proposé en ce sens des rencontres informelles sur une base régulière et à huis clos entre le Secrétaire général et les membres du Conseil de sécurité justement pour éviter des crises potentielles. Cette approche pratique a été réaffirmée à la 39<sup>e</sup> session par le ministre des Affaires extérieures, M. Joe Clark, lequel a par ailleurs souligné qu'une puissance moyenne comme le Canada comptait à la fois sur les mécanismes bilatéraux et multilatéraux pour promouvoir sa politique étrangère.

Perez de Cuellar est un Secrétaire général fort actif. Il est venu près de résoudre dans les coulisses la crise des Falklands/Malouines. Il tente constamment de mettre fin au conflit entre l'Iraq et l'Iran. Et bien qu'il ait obtenu de la part de ces deux belligérants qu'ils cessent d'attaquer les populations civiles, il continue d'être frustré par les positions diamétralement opposées de l'Iran et de l'Iraq: les deux parties ne voulant rien céder aux pressions internationales. Perez de Cuellar a aussi fait une mission de bons offices pour des situations intraitables comme à Chypre, en Afghanistan et au Kampuchéa. Et il a pris un risque considérable à l'automne 1983 quand il a fait une visite en Afrique du Sud pour discuter de la Namibie. Il a tout de même réussi à conserver sa crédibilité auprès des deux parties.

## Utilisons les Nations unies

La nécessité du multilatéralisme dans notre monde interdépendant est évidente. L'ONU est l'unique institution mondiale que nous ayons: il est impératif qu'elle fonctionne. En cette période d'ajustements qu'est la nôtre, il nous faut un nouveau consensus ou une nouvelle compréhension des rapports de force dans ce monde. Les blocs doivent comprendre que leurs propres intérêts sont mieux servis quand le système multilatéral est en santé. Autrement, seuls le chaos et les désastres s'offrent comme option. On doit s'entendre sur les domaines où la coopération multilatérale est à son mieux, comme les divers aspects de l'aide au développement, le maintien de la paix et la résolution des conflits. Du même coup, on doit reconnaître que dans certains domaines comme certains aspects du contrôle des armements, des ententes bilatérales entre les deux superpuissances représentent le meilleur créneau. Et toujours à propos du contrôle des armements, les Nations unies ont beaucoup fait dans ce domaine et devraient continuer à